

le prolétaire

parti communiste international



supplément pour la Belgique et les Pays-Bas

JUILLET 87 - TRIMESTRIEL - 20 fb. -

Ed Resp. Mr Arnoldy, BP 199, 1060 BRUXELLES 6
CCP : J. Arnoldy : 000-0943681 - 65 Liège.

Editorial :

La social- démocratie au pouvoir : l'usure!

La victoire des socialistes en France est largement discutée en Belgique. Mais, justement, ici ne voit-on pas le PS perdre de son influence dans la classe ouvrière, en persistant à vouloir gouverner le pays. Ex. REA, la social-démocratie paraît usée par le pouvoir ... p.2

TEXTILE: Les pièges à éviter pour la lutte

p.6

Il y a 5 ans :

TELL EL-ZAATAR

Tell el-zaatar est devenu le symbole de la Résistance armée des masses palestiniennes, non seulement à Israël mais aussi à tous les États en place. Le symbole aussi d'une autre voie que celle de l'OLP ... qui cherche aujourd'hui à reconstituer un front avec la Syrie au Liban. p.4

Note politique

Union sacrée de la
LRT et des flics
contre
le terrorisme

p.3

En néerlandais:

APRES LES ELECTIONS

LA REPRESSION : L'Etat en acte

LA LUTTE DE L'IRA et l'attitude de l'extrême gauche

LE NUCLEAIRE

L'AVORTEMENT

Notes

syndicales:

STIB - GLAVERBEL

- Occuper oui,
mais pour quoi
faire? p.8

- Le PTB vole au
secours des
directions
syndicales p.9

La social-démocratie au pouvoir : l'usure !

La victoire électorale des socialistes en France est largement discutée en Belgique.

Quelle différence y-a-t-il entre la situation politique en France et en Belgique ? Pourquoi la social-démocratie arrive-t-elle au gouvernement en France alors qu'elle paraît devoir le quitter en Allemagne ? Toutes ces questions sont aujourd'hui très importantes : elles renvoient à l'approfondissement de la crise et aux moyens qu'utilisent les bourgeois pour obtenir de la classe ouvrière les sacrifices nécessaires ... à son plus grand profit.

Les bourgeois en Europe, hormis quelques pays qui ont dû ces dernières années rattrapper leur retard à pas de géant (Espagne, Portugal, Grèce ...) ont patiemment entrepris depuis la libération d'enfermer la classe ouvrière dans le tissu particulièrement serré des "discussions paritaires", de la "cogestion", de la "démocratie locale", de la "participation" etc. La démocratie bourgeoise a repris à son compte les conceptions du fascisme pour plier la classe ouvrière, non par la force mais par le consentement, à la discipline exigée par la bonne marche du capitalisme : le "monde du travail" s'est ainsi trouvé "associé" au Capital.

La social-démocratie, que ce soit au gouvernement ou dans l'opposition, a activement participé à ce processus. Mais la crise économique mondiale est venue contrarier cette joueuse "intégration" de la classe ouvrière toute relative d'ailleurs au regard des autres zones du monde où l'on voyait apparaître en même temps un pur prolétariat).

La bourgeoisie face à une instabilité qui commence à être aujourd'hui un peu plus évidente - à travers des manifestations encore marginales mais bien réelles : grèves sauvages, terrorisme, révoltes des jeunes à Brixton, à Berlin .. - tout en BLINDANT toujours plus son appareil d'Etat, fait jouer au maximum la "démocratie" : il s'agit de couper l'herbe sous le pied au mouvement social en lui faisant miroiter le "changement" par le biais de l'"alternance" démocratique. Mais les différentes bourgeoisies n'ont pas en mains les mêmes cartes : - en Allemagne, la social-démocratie a tellement pratiqué le pouvoir qu'elle perd aujourd'hui sa crédibilité : on ne peut demander à la classe ouvrière des sacrifices, encore plus de sacrifices, sans que cela laisse des traces ! - en France, par contre, si la gauche a été écarté du pouvoir pendant 23 ans, il est clair que la victoire du PS s'appuie sur les illusions de la classe ouvrière. En même temps la bourgeoisie française espère obtenir ainsi le consensus (cher à Delors, qu'il soit hier au

service de Chaban Delmas ou aujourd'hui au service de Mauroy !) avec l'aide du PC, qui avec la CGT, garde une importante capacité d'encadrement de la classe ouvrière.

- en Belgique, on est un peu entre les deux : l'exercice du gouvernement par le PS ces dernières années amène peu à peu une cassure entre ce parti et la classe ouvrière. Une cassure que la FGTB parvient de moins en moins à combler dans la mesure où la marche catastrophique du capitalisme lui laisse une marge de manoeuvre de plus en plus faible : la "paix sociale" qui a été signée, il y a quelques mois, est bien un alignement clair sur les exigences de la bourgeoisie ! Il semble même qu'on assiste à une sorte de forcing des socialistes et des directions syndicales pour exiger une participation encore plus nette à la direction des affaires : Glinne hier demandait au PS de sortir du gouvernement et il n'en est plus question aujourd'hui. La FGTB et la CSC s'opposaient hier verbalement aux restructurations (tout en cassant toutes les luttes), aujourd'hui elles préparent des "plans industriels" à la manière de la CFDT "recentrée" en France !

La justification suprême des sociaux-démocrates : sans eux au gouvernement, ce serait pire ! Mais ne voit-on pas le gouvernement appliquer un PLAN SYSTEMATIQUE et CONCERTÉ entre toutes ses composantes pour faire passer les sacrifices et l'austérité nécessaires. Quand on regarde ce qu'il s'est passé au fil des années dans la sidérurgie, on voit bien que le rôle du PS n'a pas été de diminuer le "coût social" des restructurations, mais d'arriver au terme de ces restructurations avec ce qu'elles impliquent nécessairement : des milliers et des milliers de licenciements accompagnés de l'augmentation de la productivité ! Sur la question de l'Index, c'est le rédacteur en Chef de "Links" (gauche du SP) qui est venu souffler à la bourgeoisie un argument de poids pour arriver à le supprimer en tant que tel : l'index défavoriserait les bas salaires ! Certes mais si la bourgeoisie a mis l'index sur la sellette, ce n'est certainement pas pour revaloriser les bas salaires ! mais bien pour faire BAISSER en général les salaires (les hauts salaires n'ont pas besoin de l'index pour être revalorisés en hausse !).

Les socialistes ont été aussi particulièrement efficaces pour régler le chômage et pousser à la baisse des allocations, aujourd'hui de nombreux chômeurs se retrouvent sans aucune ressource !

Les travailleurs sont de plus en plus conscients face à ces faits que les socialistes

ne sont pas leurs représentants. Le problème qui se trouve poser est celui d'une alternative à la coalition au pouvoir. Les forces du PC sont bien faibles, celles de l'"extrême-gauche" suiviste (LRT-PTB) sont dérisoires et c'est bien pourquoi les opportunistes de tous poils veulent jouer la carte d'une alliance regroupant les socialistes de gauche, le PS, le PC et peut être les gauchistes pour fournir les bases d'une alternance démocratique en Belgique.

Nous nous réjouissons de voir le PS dans son ensemble s'accrocher à la mangeoire gouvernementale et refuser de jouer ce jeu (voir note), cela repousse la perspective d'un "gouvernement des travailleurs en Belgique" comme le réclame la LRT.

Plus la crise va s'approfondissant et plus il sera difficile à la bourgeoisie de trouver des combinaisons gouvernementales ou parlementaires, s'appuyant plus ou moins sur les syndicats, et capable de faire accepter à la classe ouvrière les sacrifices nécessaires à la bonne marche du Capital. Plus le masque de la démocratie se fissurera en cédant pas à la répression ouverte, à la haine des bourgeois contre le prolétariat et plus la classe ouvrière devra retrouver la force de combattre la bourgeoisie, non pas pour lui infliger des blessures mais pour la faire disparaître !

Mais, c'est dès aujourd'hui qu'il faut construire un rapport de force contre la bourgeoisie et se préparer à la lutte révolutionnaire, car l'Etat bourgeois ne s'effondrera pas de lui-même, bien au contraire !

C'est pourquoi notre alternative et notre perspective de classe sont les suivantes :

- Dans la lutte contre l'austérité, n'acceptons aucun sacrifice, luttons sans réserve contre toutes les conséquences de la crise : sur le terrain du salaire, des conditions de travail, du chômage ou du logement, en unifiant les rangs du prolétariat dans cette lutte.

- Préparons dès maintenant l'issue révolutionnaire à la crise en construisant le parti révolutionnaire, opposé à tous les autres et capable de s'attaquer à la domination mondiale du Capital :

POUR LA DESTRUCTION REVOLUTIONNAIRE DE L'ETAT BOURGEOIS ET DU CAPITALISME, POUR LA VICTOIRE DE LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE !

Note : Dans "Socialisme" (N°162), "La prise systématique de contrôle de la FGTB, à ses échelons de base et moyens, par des formations marginales" (entendez le PC, la LRT ou le PTB NdR) en amenant une rupture entre le syndicat et le PS aurait pour conséquence que les socialistes seraient chassés du gouvernement, et le rédacteur de conclure : "l'extrême gauche, alliée objective de la super droite" !

Note politique

Union sacrée de la LRT et des flics contre le terrorisme

La LRT a toujours condamné le terrorisme PAR PRINCIPE, sous le prétexte fallacieux que ce serait lui qui permet à la bourgeoisie de renforcer son arsenal répressif (comme si la bourgeoisie a besoin de ce prétexte) et aussi ; pour des raisons purement morales (voir notre article à ce sujet dans notre supplément N°2).

Mais condamner le terrorisme ne lui suffit plus ! La LRT appelle le mouvement ouvrier à lutter "sans merci", contre le terrorisme, pour "isoler politiquement toute forme de collaboration ou de sympathie avec le terrorisme".

Comment ?

"Pour battre le terrorisme, le mouvement ouvrier doit s'engager à fond dans la lutte contre la crise et ses effets sociaux dévastateurs tels que le chômage, la marginalisation de certaines couches de jeunes, de travailleurs ...
"Seule la lutte pour des solutions ouvrières à la crise qui défendent les intérêts de toutes les catégories exploitées peut couper l'herbe sous le pied des terroristes en les empêchant de profiter du mécontentement et de la marginalisation pour gonfler leurs rangs". (La Gauche du 28.5.).

Bref la LRT tient le langage de la bourgeoisie qui elle aussi tente d'apporter des solutions à la crise pour ... couper l'herbe sous les pieds des révolutionnaires. Pour la LRT "les solutions ouvrières à la crise" réside dans les "réformes de structures anti-capitalistes", les "gouvernements ouvriers" et autres pièges réformistes !

Pour les révolutionnaires, la lutte pour la défense des conditions de vie des travailleurs n'est pas une manière d'éviter les explosions sociales, mais UN TERRAIN DE PREPARATION REVOLUTIONNAIRE, où ils montrent à la classe ouvrière que ses revendications, même si elles sont satisfaites momentanément ne le seront pleinement que lorsqu'elle aura le pouvoir.

Mais d'ores et déjà, la LRT pousse les fameuses "organisations ouvrières" à la lutte concrète contre le terrorisme. Les directions syndicales en Italie n'ont pas attendu les conseils de ces plumitifs pour se porter à la tête de la lutte contre le terrorisme ... de gauche. A tel point qu'ils en profitent pour faire passer les ouvriers combattifs pour des terroristes. C'est ainsi que 61 ouvriers ont été licenciés à la FIAT et qu'ensuite ont leur a demandé de signer une déclaration condamnant le terrorisme ! Tous n'ont pas accepté, un "Comité national de lutte contre les licenciements" a

Suite de l'article p10

Il y a 5 ans : TELL EL-ZAATAR

Cela fait maintenant 5 ans que le camp de Tell El-Zaatar est tombé. Il aura fallu pour cela pratiquement le massacre de tous les prolétaires (1) qui l'habitaient par les forces réunies des phalanges (extrême droite libanaise) et de l'armée syrienne.

Ce siège qui dura 52 jours se termina ainsi à cause de l'alignement complet des forces bourgeoises politiques et militaires de la région sur un objectif précis : liquider le mouvement armé des masses palestiniennes (2).

Tell el-zaatar n'a pas seulement péri sous les bombes de la bourgeoisie libanaise et les roquettes de l'armée syrienne (made in URSS), sans parler des obus marqués "Royaume d'Arabie Saoudite", il a été rasé pour le plus grand bien de l'Etat pied noir d'Israël, de tous les états arabes en place et avec la passivité complice de la direction bourgeoise de l'OLP (3). A ce titre Tell el-zaatar est devenu le symbole de la résistance des masses palestiniennes à leur élimination en tant que facteur révolutionnaire dans la région, de même que Septembre noir est le symbole de la résistance aux Etats arabes en place !

L'attitude honteuse de l'OLP qui aujourd'hui reconstitue un front avec la Syrie au Liban (ce qui démontre son profond mépris pour les masses qui gardent le souvenir de la résistance de Tell el-zaatar) s'explique par sa recherche d'une solution négociée avec Israël.

En effet, alors que la présence des masses palestiniennes a toujours suscité la révolte des masses déshéritées des pays où se trouvaient les camps de réfugiés (Jordanie, Liban..) - et c'est bien en cela que nous parlons d'un véritable facteur révolutionnaire -, la direction de l'OLP a nié cette convergence objective et combattu l'alliance des prolétaires palestiniens, jordaniens ou libanais au nom de la lutte nationale palestinienne (toutes classes confondues). Mais en mettant ainsi le mouvement révolutionnaire des masses à la remorque de la bourgeoisie nationale, l'OLP, tout en cherchant le soutien des Etats arabes en place est devenue de plus en plus CAPITULARDE par rapport à l'ISRAEL.

La revendication de la destruction de l'Etat d'Israël, qui figure pourtant encore dans ses statuts, ne fait nullement partie des objectifs réels de l'OLP.

Les masses n'ont que faire d'un mini Etat palestinien coincé entre Israël, la Syrie, le Liban et la Jordanie, dont toutes les armées ont un moment ou un autre durant ces douze dernières années, massacré les masses palesti-

niennes, femmes et enfants compris. Mais la lutte des masses palestiniennes ne pourra être victorieuse, c'est à dire parvenir à la destruction d'Israël et des Etats arabes en place, à la prise du pouvoir par le prolétariat, que si elle est réellement épaulée par tous les prolétaires de la région.

Il faut aussi le soutien actif des prolétaires des grandes métropoles impérialistes capables d'arrêter le bras meurtrier de leur propre impérialisme, fourvoyeur d'armes, de munitions et de "plan de paix" construits sur les cadavres laissés par les massacres perpétrés au nom de l'équilibre au moyen Orient.
AINSI LE MASSACRE DE TELL EL-ZAATAR SERA VENGE !

- NON A TOUTES LES "SOLUTIONS NEGOCIEES" SUR LE DOS DES MASSES PALESTINIENNES EN LUTTE !

- POUR LA DESTRUCTION DE L'ETAT COLON D'ISRAEL, DES ETATS ARABES EN PLACE !

- POUR LA REPUBLIQUE OUVRIERE ET PAYSANNE DU MOYEN ORIENT !

- POUR L'UNITE COMBATTANTE DES PROLETAIRES DU MONDE ENTIER !

Note 1 : Seulement 1,5% des habitants de Tell el-zaatar étaient des ouvriers agricoles. En 1972, on comptait 3322 ouvriers sur un total de 13000 habitants (hommes, femmes et enfants). Nombreuses étaient les familles vivants du salaire d'un prolétaire émigré en RFA, en Lybie, en Arabie Saoudite ou dans les Emirats du Golfe. Les ouvriers restés sur place trouvaient du travail dans les usines installées tout autour du camp par les capitalistes qui leur imposaient des salaires encore plus bas qu'aux ouvriers libanais et leur interdisaient de se syndiquer !

Note 2 : C'était depuis 1969 que les miliciens du camp de Tell el-zaatar avaient réussi à imposer par la force des armes, aux autorités libanaises, leur droit à l'armement et à la préparation militaire.

Note 3 : A ceux qui penseraient que nous exagérons, nous donnerons à méditer cet appel, lancé par les combattants de Tell el-zaatar à l'OLP

« Nous ici, nous avons pris notre décision, et il s'agit d'une décision finale, à savoir que nous continuerons à nous battre jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Nous n'avons le choix qu'entre deux solutions : soit résister et mourir, soit vaincre les fascistes et en finir avec eux. Nous résisterons jusqu'à ce que tous nos moyens de résistance matérielle soient épuisés. Les masses du camp gardent toujours l'espoir que vous puissiez desserrer l'étau et abattre ainsi le complot ourdi par les ennemis de notre peuple palestinien et libanais, qu'ils soient fascistes isolationnistes ou dirigeants de Damas ».

Et pourtant rien ne vint désserrer l'étau ! Il est vrai que la direction de l'OLP et celle du MNL (mouvement national libanais) voyaient en la guerre civile libanaise "une sale guerre qui n'allait pas dans le sens de nos intérêts, car elle nous déviait de la lutte contre l'ennemi principal, Israël .." En d'autres termes, "il fallait l'arrêter à n'importe quel prix.. si nous arrêtons les tirs de notre part, les phalanges et les libéraux arrêteront leur guerre non sainte .." c'était là le discours de la direction de l'OLP avec le résultat que l'on sait !

Quant à l'intervention syrienne, voici un autre message des combattants :
 Nous tenons à souligner ceci en toute assurance, car nous côtoyons la mort à chaque instant et sommes devenus des spécialistes en matière de reconnaissance d'obus, d'armes et de blindés. Nous savons comment y riposter et nous en protéger. Les armes syriennes sont utilisées contre notre camp au moment même où les dirigeants de Damas affirment être au Liban pour nous défendre. Ce mensonge meurtrier nous tue à nous précisément, il nous fait saigner plus que tout autre.

Le FPLP, quant à lui, a aussi stigmatisé l'attitude des états arabes : "le secours apporté par les pays arabes à Tell el-zaatar fut le silence total sur son siège"...

L'assassinat de Naïm Khader (représentant de l'OLP à Bruxelles) a suscité l'unanimité des condamnations : tous les partis bourgeois ont versé une larme, la gauche aussi bien sûr, sans oublier la LRT qui a titré "ils ont assassiné un frère". Le problème c'est qu'on ne sait pas qui ils sont ! Les règlements de compte entre fractions palestiniennes sont tellement fréquents (notamment entre l'OLP et les pro-irakiens) qu'il est bien difficile de voir dans cet assassinat l'oeuvre de sionnistes, d'ailleurs ces derniers prennent plutôt pour cible les masses palestiniennes en ce moment. (bombardements au Sud-Liban)

Nous ne saurions nous associer à l'indignation générale : l'article ci-contre montrant pleinement qu'on ne saurait confondre les masses prolétariennes et paysannes pauvres de Palestine avec la direction officielle de l'OLP.

Nous avons entamé dans le dernier supplément un article sur les multiples facettes de la répression bourgeoise ("Répression : Quelle riposte ?") où nous avons examiné la répression au quotidien et la répression politique. Nous ne pourrions malheureusement pas publier la suite de cet article, il paraîtra dans le numéro suivant.

GENT : Boekenfonds
 ANVERS : Groene Waterman
 HASSELT : Standaard Boek, Van Carrabas
 LEUVEN : Académik Boek Cabay, Papier handel
 LOUVAIN LA NEUVE : Centre Galilée
 BRUXELLES : Borgne Agassa, Mistral, Rue du progrès.
 CHARLEROI : De Clunny
 ATH : Noterman
 LIEGE : L'autre livre
 SERAING : Librairie Moderne
 MOUSCRON : Bourlez
 NAMUR : Arc en Ciel
 JEMAPPES : Brevers

notre presse est vendue

— Proletário

Nous saluons avec enthousiasme la parution de ce nouveau périodique en langue portugaise pour le Brésil. Le premier numéro, daté de mai 1981, affirme la nécessité du parti international de classe. Il contient des articles sur la « campagne syndicale » pour les salaires dans la métallurgie, la guerre civile au Salvador et la tentative de coup d'Etat en Espagne, l'attitude marxiste sur la question de la Constituante, la nécessité de préparer une riposte de classe à la « terreur blanche », la lutte contre le chômage, et sur le fameux Parti du Travail fabriqué par les bonzes. Tous nos encouragements pour nos camarades qui veulent faire de cet organe « une arme pour l'organisation de l'avant-garde prolétarienne » au Brésil !

lisez

De la crise
 de la société bourgeoise
 à la révolution
 communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste
 international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

TEXTILE :

Les pièges à éviter pour la lutte

Le capitalisme à l'échelle mondiale se débat dans la crise. Pour remonter la pente, le régime capitaliste doit baisser les salaires réels et réduire l'emploi, tout en s'efforçant d'augmenter l'intensité et la productivité du travail, rationaliser la production et renforcer l'appareil administratif et répressif de la classe dominante.

La bourgeoisie de chaque pays tente ainsi de rendre plus compétitives ses marchandises sur le marché mondial, tente ainsi de vendre mieux que son voisin devenu concurrent.

C'est de cette crise aussi que souffre l'industrie textile en Belgique certes, mais aussi dans tous les pays. Les licenciements, dans ce sens là, sont donc une tendance fondamentale du capitalisme pressé par la crise et les erreurs de gestion ou autres facteurs de ce genre sont tout à fait secondaires dans ce domaine.

Les organisations syndicales, ainsi que le PCB, par exemple, voudraient faire croire que la crise de ce secteur, la chômage partiel ou les licenciements seraient une sorte de "machination", ou même une inconscience du patronat et même du gouvernement.

Le PC, explique au sujet du textile à Verviers (Drapeau Rouge du 30.4) que le patronat du textile "est bien le seul responsable de la situation actuelle"... "Les patrons qui avaient empêchés des bénéfices colossaux n'ont pas réinvesti ceux-ci dans le secteur qui les avait enrichi".. Tous ces boniments ont pour but d'endormir les travailleurs sur les illusions qu'un bon patronat, "honnête" .. se désintéressant du profit maximum, assurerait une industrie saine, compétitive et par là même le bien être des travailleurs.

Mais la réalité est tout autre : pour la défense du Capital, pour la défense de leurs propres intérêts, les capitalistes usent de leurs armes de classe (rentabilité, baisse des coûts de production, donc salariaux)

Face à l'attaque véritablement frontale de la bourgeoisie dans ce secteur, qu'ont fait les organisations syndicales ?

D'abord rappelons qu'elles ont signé le plan Claes qui prévoyait le dégraissage de personnel pour une meilleure rentabilité et compétitivité dans ce secteur. Ceci ne peut que confirmer une fois de plus, qu'elles ont choisi le terrain de la défense des intérêts de l'économie nationale et que celle-ci est incompatible avec les intérêts ouvriers !

Pour défendre telle ou telle entreprise ou tel ou tel secteur, il faut jeter bon nombre de

de travailleurs sur le pavé et exploiter toujours plus ceux qui restent.

S'il fallait s'en convaincre, il suffit de voir comment la "Libre Belgique" du 29.1.81 commente le plan Claes : "Seules les entreprises compétitives en bénéficient et en plus, cette aide de l'Etat doit être accompagnée d'un effort important de l'entreprise".

Que veut dire "effort de l'entreprise" ?

On en a un exemple frappant aux usines Henricot à Court St Etienne : l'Etat consent à une avance de 80 millions en compensation de quoi l'augmentation salariale prévue de 2% ne sera pas versée et une partie des primes de fin d'année sera gelée pour renflouer la trésorerie de l'entreprise.

Ce sont donc les travailleurs qui une fois de plus feront les frais, et ceci a été accepté en toute logique par la FGTB et la CSC encore une fois sous couvert de la défense de l'entreprise.

Un autre piège aussi tendu par le patronat aidé dans cette besogne quotidiennement par les directions syndicales est celui de la division des travailleurs, piège dans lequel il est très difficile de ne pas tomber.

C'est d'abord la division des travailleurs dans une même entreprise.

Combien n'avons nous pas entendu de discours patronaux, relayés par les discours syndicaux sur la fermeture d'une usine et de belles promesses : celle d'un rachat, d'un subside de l'Etat, celle d'un redémarrage ... demain avec ré-embauche de quelques travailleurs.

Discours peut être très alléchants à première vue face à la situation de l'emploi mais par expérience, ne savons-nous pas ce qu'ils veulent dire ?

Dans le doute, dans l'espoir, les travailleurs hésitent à lutter, attendant pendant que les patrons eux préparent la fermeture activement. Cette attitude permet aussi à la direction de prendre pour cible avec les mains libres les travailleurs les plus vulnérables : dans combien d'entreprises (Motte VHB Warner ..) il y a une série de licenciements touchant principalement les travailleurs immigrés, les femmes, les travailleurs plus âgés donc moins rentables avant la fermeture totale avec les licenciements massifs, dans l'indifférence et le fatalisme accentuant encore plus la division dans nos rangs, et, laissant donc les travailleurs encore plus désarmés.

C'est ensuite la division entre les travailleurs de différentes régions.

Il est courant d'entendre dire que les subsides de l'Etat sont plus larges pour les secteurs flamands que pour les secteurs wallons et vice et versa : la CSC flamande ne va-t-elle pas jusqu'à revendiquer "la régionalisation des crédits pour la politique industrielle de struc-

turation". Cette politique de tirer à chacun pour sa couverture ne sert en rien les intérêts des travailleurs parce qu'enfin qu'ils soient flamands ou wallons, au chômage les travailleurs sont dans les mêmes conditions; qu'ils soient flamands ou wallons, les travailleurs du textile sont tous mis devant la nécessité pour le patronat de restructurer.

Il y a enfin la division entre les travailleurs de différentes nationalités, de différents pays.

Le PCB entre autre ne se plaint-il pas de la "complaisance gouvernementale vis à vis de concurrents directs tels que l'Allemagne, les USA" ... la Tunisie ou l'Inde, laissant sous entendre la nécessité de la fermeture des frontières. C'est à dire qu'il revendique la légitimité de la guerre commerciale poussée plus à fond dans l'intérêt des travailleurs belges.

Pourtant qui oserait dire que l'ouvrier allemand sans même parler de l'ouvrier tunisien profite des bénéfices de leurs patrons plus que les travailleurs belges ! Ne travaillent-ils pas eux aussi plus de 40 heures par semaine pour des salaires toujours plus rognés par l'inflation là bas comme ici.

Enfin un des pièges les plus importants au regard de la lutte dans le textile est le fatalisme de la classe ouvrière face aux licenciements, face à la crise.

Fatalisme qui est lui aussi largement entretenu par les directions syndicales. Qu'on pense à la réaction de celles-ci face à l'annonce de la fermeture de VHB le 27.4. : il n'y a aucune solution pensent-elles et pis empêcher la fermeture risquerait de faire perdre les primes.

Sans sous-estimer le fait qu'avant de s'engager dans n'importe quelle bataille, il faille étudier le rapport de force, il est évident qu'à prôner une telle attitude dès le début on ne peut que renforcer le fatalisme dans la classe ouvrière.

On nous retorquera sans doute qu'ailleurs elles ont mené bataille : Fabelta Tubize par exemple. Certes, mais d'abord il faut voir pourquoi, quels enjeux et notamment la CSC mettait derrière cette lutte : "Si nous nous battons pas maintenant pour les emplois dans la région, elle deviendra encore plus un désert industriel. Alors nos enfants seront aussi obligés de mener des actions comme celle des 3 de Vielsam". En clair, pour la CSC, il fallait à tout prix canaliser la colère ouvrière de peur qu'aujourd'hui ou demain elle n'explode trop fort et sorte des chemins inoffensifs tracés par ces pompiers sociaux !

Et c'est bel et bien ce qui a été fait : la quasi totalité des actions entreprises ont été extérieures à l'entreprise et donc ne gênaient en rien les profits et les affaires patronales. C'est ainsi qu'on a épuisé les travailleurs dans des actions de blocages de toute sorte (routes, voies ferrées, ONEM ...), actions qui ont permis peut être d'informer d'autres travailleurs mais qui à elles seules ne pouvaient en rien faire céder le patronat ni le

gouvernement, qui n'ont nullement été gênés dans la mesure où la production continuait !

Devant de telles actions dont le résultat est aujourd'hui connu, il est évident que de nombreux travailleurs sont encore plus découragés.

Alors n'y avait-il rien à faire.

Qu'on pense que la fermeture d'une usine ne se décide pas du jour au lendemain. Il y a toujours des signes précurseurs à celle-ci. Arrêter tous unis, à ce moment là, la production, gêne considérablement le patronat, là nous touchons la corde sensible, celle du portefeuille et nous avons ainsi une chance ne serait-ce que de retarder l'échéance.

Qu'on pense aussi aux ouvrières de Gembloux qui par leur lutte déterminée ont réussi à obtenir le paiement intégral de leur salaire pendant la première année de chômage.

Alors aujourd'hui, il peut paraître très difficile de se réapproprier les armes de la lutte collective : la grève sans préavis, sans concession à l'entreprise.

Mais alors qu'au moins les expériences d'aujourd'hui servent à la lutte de demain. Apprenons à nous regrouper tous ensemble en dedans ou dehors des organisations syndicales et discutons de nos problèmes.

Unissons nos rangs, tissons des liens avec d'autres travailleurs qui se posent les mêmes questions, tirons les leçons de nos expériences pour que demain face à l'attaque de la bourgeoisie nous soyons enfin prêts à y répondre et à faire aboutir nos légitimes revendications.

Sur la lutte contre les licenciements, voir aussi les articles du supplément N° :

- 4 : "Les luttes dans les PME"
- II : "Les restructurations dans la sidérurgie"
- I2 : "Riposte aux licenciements dans le textile".
- I3 : "La lutte contre les licenciements".

PERMANENCES DU PARTI :

Tous les 2° lundis du mois de 19H30 à 21H.
Au Café de la Régence,
Pl Ferdinand Cocq, 12
1050 BRUXELLES.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Notes syndicales:

STIB

Occuper oui,

mais pour quoi faire?

Dans le dernier supplément belge (N°14) nous avons montré la nécessité de réagir à la répression de la STIB qui a licencié deux travailleurs combattifs, à la suite d'une grève. Nous avons également montré que SEULE, la MOBILISATION DES TRAVAILLEURS de la Stib, permettrait de faire réintégrer les deux licenciés. Ce qui signifiait un travail à la base, long et patient mais indispensable. Nous avons aussi appelé à combattre l'orientation du "comité pour la défense des droits et libertés syndicales", et à s'organiser en dehors.

Certains auront trouvé excessif que nous accusions ce comité de ne s'adresser qu'aux bureaucraties syndicales et de négliger complètement l'action envers, et avec les travailleurs. La preuve flagrante restait à faire ... Ce comité a organisé le 8 Mai, un meeting. Celui-ci s'est déroulé à l'ULB, s'il vous plaît, devant quelques dizaines de personnes et en l'absence pour ainsi dire totale des travailleurs de la Stib. Nous n'accuserons pas ces derniers d'indifférence et de lâcheté. Les travailleurs qui ont dû affronter durant leur grève le sabotage des directions syndicales et de bon nombre de délégués, se voyaient inviter (et de loin !!) à un meeting avec des bonzes comme orateurs : Yerna, Coumont .. Dozo, délégué CGSP Militaire !

On a pu entendre de grands et beaux discours. Des appels à la solidarité dans tous les sens (deux mois et demi que les travailleurs étaient licenciés et rien n'avait été fait!). Un discours très "radical" de la part du permanent CGSP enseignement Legrève (LRT) appelant à utiliser des méthodes de lutte "raffinées".

Aucun engagement n'a été pris lors de ce meeting, des discours ! On a d'ailleurs pas laissé la parole à la salle. Mais les gauchistes, que la réintégration des licenciés préoccupe bien peu, auront trouvé ce meeting très positif : ils ont pu dialoguer avec les bonzes, se faire un peu de publicité et montrer leur ... responsabilité. Ils feront encore mieux la prochaine fois.

Quant aux travailleurs, qu'ils n'attendent rien de ces méthodes sinon le sabotage et la démoralisation. Seul un travail patient et non spectaculaire permettra de resserrer les rangs et de préparer une nouvelle mobilisation pour faire céder la Stib.

Toute une série de luttes contre les licenciements qui ont eu lieu ces derniers mois se sont traduites, aussi bien en Belgique qu'en Hollande par des occupations d'usines, mais en continuant la production. Contrairement à ce qui s'est produit il y a quelques années, où c'étaient de petites entreprises qui se trouvaient ainsi occupées (textile, verreries, ..) ceci concerne maintenant de grosses usines (British Leyland, par exemple). Si les travailleurs produisent, ce n'est donc pas pour vendre directement. En fait il faut comprendre pourquoi les directions syndicales ont impulsé ce genre d'occupation. On peut ainsi voir, à contrario, quelle forme d'occupation peut favoriser la lutte.

Il est clair que la constitution d'un TRESOR DE GUERRE est le plus souvent un prétexte : par définition une entreprise en faillite n'arrive pas à écouler ses stocks ! En réalité les syndicats jouent sur la corde sensible : montrer qu'on sait se "passer des patrons", pour introduire une forme d'occupation qui ne comporte que des désavantages pour les travailleurs. Allez visiter une usine ainsi occupée et vous verrez les ouvriers au travail, sans même pouvoir discuter avec eux (seuls les bonzes ne travaillent pas !) et il ne faut pas qu'une AG vienne contrarier trop longtemps la production !

Si une occupation massive peut être une sérieuse arme de lutte contre les licenciements, avec une grève effective, dans la mesure où en principe elle permet aux travailleurs de se mobiliser, de s'organiser, de se servir de l'usine comme base d'appui pour contacter d'autres travailleurs et chercher à étendre la lutte; une occupation en continuant de travailler est un excellent moyen pour .. ne gêner personne et même de permettre au patronat de récupérer les produits finis une fois la lutte terminée !

Certes, il peut être judicieux de redémarrer la production, de s'emparer de l'entreprise en expropriant pratiquement les patrons mais uniquement dans des circonstances générales bien précises : au moment où la bourgeoisie est précisément en passe d'être, ou est déjà, "expropriée" à une échelle générale et où l'Etat bourgeois lui-même est en passe d'être, ou est déjà, détruit, donc en pleine période révolutionnaire, pré-insurrectionnelle ou post-insurrectionnelle pour tout dire !

On en est bien loin aujourd'hui et il est clair que l'occupation sans grève n'a rien à voir avec un quelconque "contrôle ouvrier", c'est plutôt un moyen de CONTROLE SUR LES OUVRIERS !

- GLAVERBEL -

La Stage de reconversion des 270 travailleurs de Glaverbel-Gilly, de l'ex-caisserie et des excédentaires de Splintex se termine; et ceux-ci vont aller rejoindre les files de chômage.

Pourtant l'accord signé entre Glaverbel-BSN, le gouvernement et les organisations syndicales, en Juillet 79, faisait miroiter bien autre chose : la promesse de la création d'une entreprise d'isolation thermique, et l'embauche des 270 travailleurs. Ainsi pendant plus d'un an, les travailleurs ont pensé qu'il était possible de créer une entreprise d'isolation qui serait, économiquement rentable. Pourtant, si cela était réellement possible, y aurait-il besoin de la lutte et de la pression des travailleurs pour que les capitalistes investissent dans de telles entreprises ? La bourgeoisie sacrifie des pans entiers de l'économie (sidérurgie, textile ..) pour investir justement dans des secteurs rentables. Alors si ces secteurs pouvaient en même temps signifier créations d'emplois, la bourgeoisie n'hésiterait pas à s'assurer et les profits et la "paix sociale" !

Les travailleurs ont essayé de trouver des solutions à leurs préoccupations tout à fait légitimes (celles d'avoir un emploi, tout en permettant l'économie de chauffage à la population), ils viennent d'avoir la démonstration dans les faits, par leur propre expérience, que ceci est impossible. L'anarchie, le chômage, la misère, font partie intégrante du capitalisme. Il n'est pas "réformable". Seule une société communiste pourra permettre la satisfaction de tous les besoins et l'utilisation rationnelle des ressources.

Mais si les travailleurs combattifs ont lutté pour des objectifs illusoire, ils se sont battus en même temps pour leurs propres intérêts. Ils ont obtenu pendant un an leur salaire intégral, et ont su résister aux tentatives de division - ils ont refusé d'être séparés et ont exigé une solution pour l'ensemble des travailleurs-. Mais leur volonté de lutte et leur mobilisation ont été vaincues par le découragement : l'appareil syndical qui a d'abord, dès le début tenté de casser la lutte, a ensuite fait dépendre exclusivement la possibilité d'obtenir un salaire de la création de l'entreprise. Or si le patronat veut bien offrir un an de stage avec salaire intégral, soit, que les travailleurs prennent le maximum d'argent aux patrons, comme ils le peuvent. Mais en même temps, ils doivent rester mobiliser pour prolonger au maximum, le paiement de ce salaire, quelque soit la possibilité ou non de créer une entreprise. Les travailleurs ne doivent pas chercher à marier leurs intérêts à ceux de l'économie capitaliste car cela est illusoire.

Pourtant c'est ce que les directions syndicales ont prétendu faire. D'abord en laissant croire que la création d'une entreprise publique serait la solution. L'argument a bonne mine quand on sait que les salaires des services publics sont les plus bas, et que les fameuses "garanties" disparaissent ! Et ensuite en demandant le monopole de l'entreprise sur l'en-

semble du marché. Belle manière d'obtenir la solidarité des travailleurs du privé !

Si la bourgeoisie ne peut pas donner du travail, qu'elle donne du pain. C'est pourquoi les travailleurs licenciés doivent combattre et s'organiser en cherchant la solidarité de tous leurs camarades, employés ou non, en revendiquant des allocations maximum tendant au salaire intégral, et ceci tant qu'ils n'ont pas d'emploi !

- Le PTB vole au secours
des directions syndicales

Cela n'est certes pas nouveau mais c'est en tout cas clairement dit dans "concret N°5":

"Decapiter régulièrement un mouvement de lutte en plein essor mine la confiance des ouvriers dans leurs organisations. Qui en retire les avantages ?"

En clair nos maoïstes essayent de faire comprendre aux bonzes qu'eux font tout pour leur redorer le blason mais qu'ils doivent aussi eux-mêmes faire un minimum pour ne pas se discréditer complètement aux yeux des travailleurs et notamment en appliquant la "démocratie syndicale", en "renforçant la confiance entre délégués et la base et les permanents".

Il est intéressant de noter au passage que cette position rejoint tout à fait celle du PCB qui dans "Drapeau Rouge du 30.4, se plaint du manque d'informations et de coordination des luttes de la part des organisations syndicales en notant que "les freins mis à leur lutte (ceux des travailleurs du textile) risquent d'avoir pour effet de détourner le monde du travail de ses organisations".

Il y a donc là un zèle partagé par le PCB et le PTB pour vouloir à tout prix cantonner la lutte ouvrière à la politique des directions syndicales, pour peu que celles-ci veuillent bien mettre un "peu d'huile dans les rouages" !

Il est évident qu'aujourd'hui ces directions ont du fil à retordre pour pouvoir d'un côté signer tous les accords possibles sur le dos des travailleurs, de paix sociale, de plan de restructurations - montrant par là-même leur attachement à ce système d'exploitation- et d'un autre côté toujours faire croire aux travailleurs qu'ils sont là pour défendre leurs intérêts.

Quel doit être la position du Parti révolutionnaire ?

Nous, nous pensons que tous les groupes de travailleurs combattifs qui désirent réellement défendre leurs intérêts de classe, leur condition de vie et de travail, voient immédiatement se dresser devant eux les bureaucraties syndicales (qu'on pense aux dernières grèves dans la sidérurgie, où les directions syndicales on tout fait pour casser l'énergie ouvrière, les élans de solidarité de certains travailleurs pour maintenir la division et l'isolement véritable dans laquelle trouve les travailleurs !).

Certaines franges de la classe ouvrière commencent à comprendre aujourd'hui que la force de celle-ci se trouve dans l'union de ses rangs dans son unité (mais pas avec les traîtres ni même les faux amis comme le voudrait le PTB) dans les liens entre les différents entreprises (ce que refusent de fait les directions syndicales) où tous les travailleurs comprennent qu'ils ont des intérêts communs et mène une seule et même lutte de classe contre la bourgeoisie.

Le rôle des communistes révolutionnaires est donc de conforter cette avant-garde dans cette idée en participant à la lutte et en les aidant à combattre la politique collaborationniste prônée par ces directions et non pas comme le PTB tente de le faire en les remettant dans le giron de cette politique sous prétexte qu'on "peut pousser les directions syndicales à déclencher la grève générale" ou autre balivernes que la LRT elle aussi reprend largement à son compte (Voir note).

Même poussées au cul ces directions ne changeront pas de politique, qui est celle depuis des années de la collaboration de classe. Elles ne peuvent en rien servir les travailleurs.

Les prolétaires combattifs et à plus forte raison les révolutionnaires doivent combattre les objectifs et les méthodes des bonzes syndicaux et arracher la masse des travailleurs à leur influence désastreuse, pour que la classe puisse se défendre aujourd'hui et demain attaquer.

Les travailleurs qui comprennent cette exigence ne doivent pas passer leur temps à réclamer dans les syndicats le respect d'une "démocratie syndicale" que les bonzes ont su parfaitement adapter à leurs besoins de collaboration de classes. Ils doivent combattre pied à pied les directions réformistes, sans se couper des travailleurs dégoutés qui quittent les syndicats.

Les travailleurs qui ne peuvent plus combattre dans les syndicats parce que le rapport des forces a permis aux bureaucrates de les exclure, ne doivent pas se décourager. Ils doivent se regrouper avec les travailleurs combattifs qui restent à l'intérieur des syndicats et continuer la bataille contre l'orientation réformiste, pour préparer les luttes futures, pour tisser un réseau de liaisons entre les catégories, les entreprises et organiser autour d'eux les ouvriers à partir des poussées de lutte même les plus élémentaires.

Mais ce serait une erreur de vouloir dès aujourd'hui opposer une organisation de masse alternative aux syndicats, à l'échelle générale et donc, appeler à quitter les syndicats. Il faut se fixer un but plus modeste : celui de grouper les éléments combattifs quelle que soit la forme de l'organisme pour travailler à préparer hors de l'influence réformiste, les luttes à venir. Mais il faut le faire sur une base large, qui revendique clairement les objectifs et les méthodes de classe mais exclut tout préalable programmatique, sous peine de ne pas dépasser l'horizon étroit d'une nouvelle chapelle politique.

Il faut que se lient entre eux et apprennent à travailler ensemble tous les travail-

leurs conscients de la nécessité d'opposer au front uni de la bourgeoisie et des réformistes un véritable front prolétarien de lutte !

Note : La LRT ne titrait-elle pas (dans la Gauche du 23.4.81) "Le mouvement syndical ne doit pas se laisser embourber dans les négociations" Pourtant les organisations syndicales ne se battent-elles pas pour être reconnues comme des interlocuteurs valables vis à vis de la bourgeoisie?

Et dans son éditorial on pouvait lire aussi, il faut "exiger de nos responsables, la préparation de la grève générale, nationale, en front commun FGTB, CSC".

Pourtant même avec une grève générale, ces directions mèneraient la classe à la catastrophe car se serait sur une orientation fautive.

Les communistes et la lutte immédiate

Les communistes sont les défenseurs les plus résolus des revendications qui expriment les exigences réelles et urgentes de la vie des larges masses, qu'elles soient ou non compatibles avec la marche du capitalisme, alors que cette « compatibilité » est au contraire le premier souci des tenants de la politique réformiste et collaborationniste.

Les communistes combattent la politique de sabotage contre-révolutionnaire des bureaucrates réformistes. Celle-ci s'appuie sur les intérêts passagers et corporatifs de couches aristocratiques, qui aspirent à faire l'économie de la lutte et à maintenir leur situation de privilèges, pour prôner et solidifier l'alliance avec le patron et avec l'Etat capitaliste contre la masse des travailleurs des entreprises concurrentes, des catégories inférieures ou des travailleurs étrangers, particulièrement ceux des pays dominés par leur propre impérialisme.

En agitant la défense énergique des catégories les plus basses et en combattant les réactions aristocratiques et « protectionnistes », les communistes n'ont pas du tout nullement les intérêts d'une couche d'ouvriers à d'autres : ils luttent pour les revendications communes à toute la classe et donc celles qui sont susceptibles d'unifier ses rangs, par-delà les résultats immédiats de la lutte.

(Extraits du Manifeste du PCI - 1981)

Suite de la note p 3.

pris la défense de ces camarades et il s'est aujourd'hui transformé en "coordination nationale des organismes prolétariens" intervenant dans de nombreuses entreprises.

Seules de telles initiatives permettent de briser l'isolement des avant-gardes de lutte et de dépasser les actions terroristes qui sont bien souvent le produit de cet isolement et de l'alignement de l'extrême-gauche derrière le réformisme pour la défense de l'ordre bourgeois !

En conclusion, on voit bien que la LRT appelle à ce que les travailleurs fassent mieux que les flics ! Contre le fascisme, ces philistins appellent au secours les démocrates, et le droit bourgeois. Contre le terrorisme de gauche là ils sont conséquents, ils appellent carrément les travailleurs à s'armer pour le combattre.

de proletariër

INTERNATIONALE KOMMUNISTISCHE PARTIJ

SUPPLEMENT VOOR
BELGIE EN NEDERLAND N°15
BIJ DE "PROLETAIRE"

20fb/1,35 fl

juli - september 1981

NA DE VERKIEZINGEN

Het spel van de verkiezingen is weer gespeeld. De linkse meerderheid is er bij lange na niet gekomen. Dit zal ongetwijfeld voor velen het perspectief voor de toekomst worden. Maar, niet alleen een "rechtse" regering moet door de revolutionairen bestreden worden, een "linkse" net zozeer.....blz. 2

ONDERDRUKKING:

DE STAAT IN AKTIE

Repressie is niet alleen het kenmerk van die "rechtse" regeringen. De repressie die de Staat uitceft komt voort, niet uit het politieke karakter van de regering, nee, die komt voort uit het wezen van de kapitalistische Staat zelf: handhaving van de orde en gewelddadige onderdrukking van allen die haar willer bestrijden. blz. 3

KERNENERGIE

Die onderdrukking is met name aktueel wat betreft het optreden van de politie tegen anti-kernenergie-demonstranten. Wij marxisten veroordelen niet de kernenergie op zich, maar het artikel toont aan dat het het kapitalisme is dat het gebruik van kernenergie bijzonder gevaarlijk maakt..... blz. 4

ABORTUS

Het ME-geweld trof ook met name de vrouwen op 28 april jl. Tegen de onderdrukking door oude en nieuwe abortuswet! Tegen elke wettelijke belemmeringen op dit gebied, die met name de vrouwen uit de arbeidersklasse treffen. Tegen het verdoezelende feminisme, dat geen onderscheid maakt tussen de vrouwen uit de bourgeoisie en de vrouwen uit de arbeidersklasse! blz. 5

DE IRA, EN DE HOUDING VAN DE IKB EN DE GML

De nationale strijd in Ierland; de enig mogelijke oplossing daarvoor vanuit marxistisch standpunt, en de houding van niet-marxistisch links. blz. 6

IN HET FRANSTALIGE DEEL:

- Het hoordartikel: de sociaaldemokratie aan de macht: de afmatting.
- De textiel: de valstrikken die vermeden moeten worden voor de strijd.
- Vijf jaar geleden: Tell el Zaatar.
- Politieke notities.
- Vakbondsnotities.

ONZE INTERNATIONALE PERS:

il programma comunista
programme communiste

le prolétaire

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

Proletarier

EL PROGRAMA COMUNISTA

El Comunista

EL PROLETARIO

COMMUNIST PROGRAM

el-oumami 

WAARIN ONZE PARTIJ ZICH ONDSCHIEDT: Het opwezen van de lijn die loopt van Marx naar Lenin, tot de oprichting van de Kommunistische Internationale en van de Kommunistische Partij van Italië (in Livorno, 1921); de strijd van de Kommunistische Linkerzijde tegen de degeneratie van de Internationale, tegen de theorie van het "socialisme in een enkel land" en tegen de stalinistische konjarevolutie; het verworpen van de Volksfronten en van de blokken in het Verzet; de moeilijke taak van het herstel van de revolutionaire doctrine en organisatie in verbinding met de arbeidersklasse, tegen de persoonlijke en elektoralistische politiek.

NA DE VERKIEZINGEN

We kennen nu de uitslag: geen meerderheid voor "links", maar veeleer een konsolidatie voor de twee regeringspartijen. De PvdA heeft bijna alle stemmen verloren die zij vier jaar geleden erbij had gewonnen. Een PvdA die toen zo gebrand was op regeren, dat de oppositie haar niet goed afging, zelfs niet toen het al gauw duidelijk werd dat de CDA-VVD regering niet spoedig zou vallen. Deze PvdA zal nu dus alles doen om in de regering te komen, deze keer dan met het CDA en bovendien met de neoliberale, neokonservatieve partij D'66, die ter rechterzijde van de PvdA kiezers gewonnen heeft. Gezien het hoge percentage van de mensen die zijn gaan stemmen, is er nog geen sprake van een algemene teleurstelling over het parlementaire systeem, hoewel de aansporingen om toch maar te gaan stemmen van alle kanten, erop wezen dat men bang was voor zo'n onverschilligheid, met name van de kant van de jongeren. Maar zelfs deze laatste categorie is niet bijzonder "abstentionistisch" geweest. Het parlementaire systeem, zeer efficiënte manier van mystifikatie van de overheersingspositie van de burgerlijke klasse, blijft dus de arbeiders illusies geven.

Het perspectief dat ook in Nederland door zo velen van "links" gewenst werd, namelijk een linkse regering, die ervaring zullen we later kunnen opdoen. Dat zal zijn wanneer de loop van de wereld economie, en dus ook van de nationale economie, een regering vereist die in staat zal zijn de arbeidersklasse de offers te laten aanvaarden, die noodzakelijk geacht worden voor het herstel van die "kurk waarop de hele maatschappij drijft". Op dit moment lijkt het nog de beurt aan een gemengde regering: de "arbeiders"partij van de PvdA, dat wil zeggen socialistisch in woorden, maar burgerlijk in haar functioneren en in haar rol, samen met de conservatieve christelijke partij van het CDA, en bovendien de neoliberale conservatieven.

Alle "linkse" en ook de uiterst-linkse partijen hebben deelgenomen aan de verkiezingen, of kondigden alvast hun toekomstige deelname aan (de maoïstische partijen). De SP, van huis uit ook maoïstisch, heeft haar elektoraat gekonsolideerd. De trotskistische IKB is niet verder gekomen dan een verwaarloosbaar aantal van 2000. Al deze partijen waren en zijn bereid zo'n eventuele "linkse" regering te ondersteunen of te "gedogen". Al deze partijen zien in de parlementaire weg een goede, zelfs de enige, weg om te arriveren bij een "nederlands" socialisme. Sommige partijen, zoals met name de CPN, zeggen dit heel duidelijk. Andere, zoals de IKB willen een "arbeidersregering", die op grond alleen al van het feit "arbeidersregering" genoemd te worden, in staat zou zijn de maatschappelijke krachten, die met name door pure reformisten als de leiding van het FNV worden beïnvloed, aan te moedigen de macht van de bezittende klasse te vernietigen! Met andere woorden: deze revolutie van de IKB is helemaal geen revolutie maar eerder een grap, als het al niet

op een bloedbad uitloopt.

Een "linkse regering" (zoals op het ogenblik in Frankrijk het geval is) is helemaal geen belwerk van de veroveringen van de arbeidersklasse, zoals de CPN het graag voorstelt, maar integendeel slechts één van de verschijningsvormen van de diktatuur van het kapitalisme. Een eventuele "linkse" regering zou bestreden moeten worden vanaf haar eerste moment, evenzeer als een "rechtse" regering bestreden zou moeten worden. Het bestaan van het kapitalistische regime is onverzoenbaar met het bevredigen van de behoeftes van de arbeidersklasse!

De arbeidersklasse heeft in beide gevallen alleen maar nieuwe offers te verwachten. Alleen, in het geval dat de PvdA zou regeren, met de steun van de overige "linkse" partijen, zouden die offers verpakt zijn in een sociaal-democratisch papiertje. In zo'n geval zouden de arbeiders enkele verwaarloosbare en illusoire "bevoegdheden" krijgen, zoals medebeslissingsrecht over het beheer van al dan niet genationaliseerde ondernemingen; medeverantwoordelijkheid voor het beheer van het kapitalisme!

De enige uitweg voor de arbeidersklasse, naar enige toekomst is - zoals wij dat hebben uitgelegd in ons pamflet over de verkiezingen - de revolutie, die juist tegen het parlementaire systeem ingaat. Dat is de proletarische revolutie, niet geleid door de valselijk-kommunistische partijen van de CPN of de maoïsten, want als het erop aankomt kiezen zij voor het kamp van de burgerij, de russische, chinese, Amerikaanse of nog andere albaneze. Hun wegen leiden slechts naar de onvoorwaardelijke steun aan nationale bourgeoisieën, tot de handhaving van het kapitalistische systeem. En ook niet een "trotskistische" partij (waarvoor Trotski zich zou schamen!) die laat zien niets van de klassenstrijd te begrijpen, of eerder weloverwogen de arbeidersklasse illusies voorschotelt over het gemak van een revolutie, zal de proletarische revolutie van nu zijn: hun revolutie is er niet eens een.

Nee, een echte voorbereiding op de afschaffing van dit monsterlijke kapitalistische systeem vereist allereerst de breuk met heel dat stelletje "linkse" partijen, ook al bevinden zij zich op uiterste linkerzijde. Er moet politiek gebroken worden met hun houding die aansluiting zoekt bij de vijandelijke klasse. Er moet gebroken worden met hun methodes van classesamenwerking, die tegen onze belangen ingaan.

De voorbereiding van de revolutie vereist de vastbesloten strijd tegen deze politieke partijen en hun oriëntaties, alsook tegen de oriëntaties van de leiding van de vakbonden, tegen hun sabotage van elke werkelijke strijd voor onze belangen.

Dit vereist een totale onafhankelijkheid van de arbeidersklasse, zowel op politiek gebied als op organisatorisch gebied. Onafhankelijkheid van elke burgerlijke stroming of partij, zoals al deze "linkse" partijen in feite zijn. Alleen onder de leiding van de kommunistische wereldpartij zal de arbeidersklasse erin slagen het kapitalisme te verslaan en te vernietigen, tegen al deze genoemde "linkse" partijen in!

DE STAAT IN AKTIE

De eigenlijke funktie van de burgerlijk-kapitalistische Staat is niets anders dan de belangen te garanderen, en het in standhouden van de belangen, niet van de bevolking, maar juist alleen van de heersende klasse: de burgerlijke klasse. De regering, die is het uitvoerend komitee van de burgerij. Dit betekent overigens niet dat er geen geschillen zijn tussen de diverse fracties van de nationale bourgeoisie; maar in ieder geval voelt de burgerlijke klasse zich een aparte klasse, met aparte belangen, die juist tegen de belangen van de rest van de bevolking ingaan. Tegenover de andere klassen, en met name tegenover de historische vijand van de bourgeoisie: het proletariaat, heeft de burgerij begrepen dat zij een gecentraliseerde eenheid moet vormen. De bourgeoisie weet dit al meer dan een eeuw.

Niet alleen centraliseert de burgerij zich dus steeds meer, zij versterkt ook steeds meer haar staatsapparaat. Sinds de jaren zestig hebben wij heel een ontwikkeling gezien van de Europese Staten naar een echte pantsering van hun staatsapparaten. Dit niet alleen op het gebied van de wetgeving, maar ook feitelijk, materieel: het aantal politieagenten, hun uitrusting, het gebruik van zeer moderne technische middelen, de vorming van speciale politie- en legereenheden ter bestrijding van het "terrorisme", enz. enz. Wij hebben gezien dat de zogenaamde democratische parlementen ingestemd hebben met deze vermeerdering van de macht van de Staat en met de nieuwe wetten die de feitelijk al lang bestaande praktijken van de repressieve machten legaliseerden. Deze "legaliteit" heeft voor de Staat het grote voordeel dat zij als voorwendsel dient voor de medeplichtigheid van de partizanen van de legaliteit, de grondwet en het democratisch parlementarisme. De legaliteit betekent niets anders dan de heersende orde te institutionaliseren. Dat wil zeggen: de orde die erin bestaat de proletarische klasse uit te buiten! Het handhaven van die orde brengt logischerwijs repressieve machten met zich mee, en de versterking daarvan, vooral wanneer de proletarische klasse, deze ingeslapen en zwaar verdoofde reus, dreigt te ontwaken.

Welnu, met het voorwendsel dat het romantische terrorisme zoals van de RAF de staatsapparaten bedreigt, hebben praktisch alle Europese Staten zichzelf de wetten en de uitbreiding van hun onderdrukkende macht gegeven die van die Staten echte vestingen hebben gemaakt. Als volgt moeten de proletariërs de geweldsdaden van onder andere de Nederlandse en Westduitse Staat tegen de Molukkers en tegen de "Baader-Meinhof bende" opvatten: de Staat waarin de burgerlijke klasse de macht heeft, aarzelt geenszins om te doden, om zelfs in hun cel de strijdbare randgroeperingen te vermoorden, die zich teweer hebben gesteld met de wapens in de hand, tegen de kapitalistische orde. Behalve het gedrag van de Staat jegens dit soort opposanten, die zij liever ter plekke doodschiet dan hen gevangen te nemen, beschikt zij in het algemeen natuurlijk ook nog over het leger, laatste toevlucht van de bourgeoisie om zich te beschermen tegen de "opstand" in eigen land. Maar meer op de voor

grond treedt natuurlijk de ME: praktisch elke dag pleegt deze geweld tegen elk deel van de bevolking dat zich een beetje beweegt, zelfs tegen de vrouwen die op 28 april in Den Haag demonstreerden tegen de nieuwe, onderdrukkende abortuswet. Maar ook treedt de ME op tegen de krakers, tegen de anti-kerneergiedemonstranten, en sinds kort ook zelfs "preventief", zoals in Breda. De Staat aarzelt niet om zelf als eerste in actie te komen, of zij nu een sociaaldemocratische is, of een CDA-VVD coalitie: op 11 juni vier jaar geleden was het de regering Den Uyl die de Molukkers die de trein hadden bezet, heeft vermoord! En het is de sociaaldemocratische SPD geweest in Westduitsland die Meinhof, Baader en andere RAFleden in hun gevangencel liet vermoorden!

Helaas is er nog maar zeer weinig verzet tegen dit geweld van de Staat. Dat komt ook doordat de Staat kan beschikken over steunpilaren van de gevestigde orde zoals de CPN, die tijdens de Rotterdamse havenstaking in '79 de havenarbeiders ervan probeerde te weerhouden tegenover de ME ook geweld te gaan gebruiken. Want op zich zit onze kracht 'm in ons aantal! Maar om ons aantal effectief te laten worden, moeten wij ons organiseren en onze actie centraliseren, net zo als de bourgeoisie. Deze kan, als minderheid, alleen maar overheersen bij de gratie van haar verdeel-politiek, en met de hulp van haar knechten in onze rangen, zoals de al genoemde CPN en al de andere "linkse" partijen en ook de leidingen van de vakbonden. Maar ondanks deze hulpmiddelen om haar macht overeind te houden, toont de versterking van haar onderdrukkingsapparaat aan dat de burgerlijke klasse haar tegenstander, het proletariaat, vreest; en niet ten onrechte! Die "linkse" partijen en de vakbondsleidingen in hun kielzog dienen, naast de "harde" tactiek van ME en leger, als de meer overredende, omkopen, "zachte" aanpak. Deze tactiek is evenwel in tijden van economische crisis minder goed te gebruiken door de burgerij. De handlangers van de bourgeoisie doen hun werk zo goed, dat zij er formeel tegen protesteren dat zij in deze tijden min of meer afgedankt worden! Het feit dat zij overigens aan invloed verliezen in de arbeidersklasse, gaat de burgerij wel ter harte! Deze ziet niet graag dat de kleiner wordende invloed van FNV en PvdA de situatie minder stabiel maakt.

De weg die wij voor ogen moeten houden, en die de enig mogelijke is zowel op korte termijn als op lange, dat is de weg van het verzet door ook het geweld te gebruiken. De krakers van de Vondelstraat hebben al laten zien waartoe hun min of meer ongeorganiseerd geweld in staat was. De proletarische klasse, die zich heel wat beter kan organiseren dan de min of meer anarchistisch-georiënteerde krakers, is dus tot heel wat meer in staat dan zij tot nu toe laat zien! Sterker nog: alleen de arbeidersklasse is in staat, aangevoerd door haar politieke partij, de kommunistische wereldpartij, een einde te maken aan de heerschappij van de burgerij. Wij moeten weer vrouwen in onze eigen kracht krijgen om de bourgeoisie, die in het geweld van nu nog alleen de krakers vooral ons toekomstig geweld vreest, definitief en overal te vernietigen!

KERNENERGIE

Al sinds enige tijd bestaat er in Nederland een beweging tegen de kernenergie. Deze protestbeweging heeft nu partijen als de PvdA en de CPN ertoe gebracht om zich ook uit te spreken tegen het bestaan van de kerncentrales en tegen het bouwen van nieuwe.

De "linkse" partijen zijn ertegen, de regeringspartijen min of meer vóór. Een partij als de CPN, in haar chauvinistische geborneerdheid, heeft betrekkelijk veel tijd nodig gehad om zich tot deze positie tegen de bestaande kerncentrales te brengen: in deze tijd waarin zovelen daartegen zijn, kan de CPN niet meer bij de beweging achter blijven. (Hetzelfde verschijnsel zien we overigens tov de vrouwenbeweging en tov de kraakbeweging). Hoe lang heeft zij ook niet ndertijd door dik en dun de aanleg van de metro in Amsterdam verdedigd! In april van dit jaar nu heeft de CPN officieel een plaats in het Landelijk Energie Komitee ingenomen. Daarin zitten met name ook de Jongsocialisten en de trotskisten van de IKB. De PvdA zelf heeft nog de status van waarnemer, die de CPN voorheen had.

De doelen van het LEK zijn: een andere energiepolitiek, en wel: -minder schadelijk voor het milieu, -minder verspillend en -een democratische energiepolitiek. Door hun deelname tonen de PvdA en de CPN zich meer als volgers van de sociale beweging dan als verdedigers van een bepaald program. (Zo "verklaart" de PvdA haar verlies bij de verkiezingen ook simpelweg door te zeggen dat het lag aan een "ontbreken van invloed van de PvdA bij, onder andere, de jeugd".)

Welke houding nu hebben de marxisten ten opzichte van een technische vooruitgang, ook al kan die de vernietiging van de hele wereld tot gevolg hebben? Zijn zij in principe vóór, tegen, of kijken zij eerst de kat uit de boom? Wij marxisten zijn niet van mening dat de ontwikkeling van de techniek alleen maar een faktor is die de maatschappij beïnvloedt. Veeleer integendeel stelt het marxisme dat het de ontwikkeling van de maatschappij is die de stoot geeft tot nieuwe technische ontdekkingen en mogelijkheden. Hoewel, op hun beurt stimuleert natuurlijk elke technische vooruitgang op dialektische manier de ontwikkeling van de maatschappij. Dus, wij beschouwen de techniek niet als een kwaad op zich, helemaal niet als een absoluut kwaad, maar als een middel, dat op zich het leven van de mensen kan vergemakkelijken, als dat middel eenmaal ten dienste is gesteld van de mensheid. Dit evenwel hoeven wij onder het kapitalisme niet te verwachten. Zo moet ook de kernenergie beschouwd worden als een middel. Maar, dat dit middel zoveel risico's voor de mens en voor het milieu met zich meebrengt, zoals bijna dagelijks de nieuwsberichten melden, dat is niet het gevolg van de kernenergie op zich, maar dat heeft alles te maken met de kapitalistische manier van het gebruik van de -produktie-middelen. Voor het kapitalisme immers is het alleen de winst die telt, en voor de rest kan alleen geweld het kapitalisme in zijn gang storen, in dit geval het geweld van de beweging tegen de kernenergie. Of een middel of

techniek schadelijk is voor de arbeider, voor het milieu, dat kan het kapitalisme niets schelen (ook al zal het een individuele kapitalist nog wel wat kunnen schelen: de ijzeren wetten van het kapitalisme zijn onverbiddelijk). Dat de wedren naar de winst onvermijdelijk een verwaarlozing van de veiligheid met zich mee brengt, dat is niet moeilijk in te zien. Op zo'n manier wordt het kapitalistische gebruik van kernenergie zeer gevaarlijk. Dat neemt evenwel niet weg dat, als het criterium van het winst-maken eenmaal buiten spel zal zijn gezet, dat dan de kernenergie wellicht, onder voldoende veiligheidswaarborgen waarbij geld juist geen rol meer zal spelen, gebruikt kan worden tot voordeel van de hele mensheid.

Nu weer terug naar de posities van het LEK. "Minder verspillend": zeer goed! Maar, hoe dat te bereiken? Zonder het kapitalisme te vernietigen? Dat is onmogelijk! De energiekonsumptie wordt veroorzaakt door de groei van het kapitalisme, vooral door de behoefte van de industrie. De partikuliere konsumptie is hier maar een gering deel van de totale konsumptie, en bovendien: die partikuliere konsumptie heeft een duidelijke rol in het kapitalistisch systeem, namelijk om winst op te leveren voor het bedrijfsleven! Zowel via de konsumptie van energie, maar ook, allereerst, door de konsumptie van energie-verbruikende produkten. Dat de kapitalistische produktie steeds toeneemt, en de energiebehoefte dus ook, dat is zelfs de levensvoorwaarde van het kapitalisme: of steeds meer produceren, of ten onder gaan! Aldus bekommert het kapitalisme zich helemaal niet om de verspilling die zijn systeem met zich mee brengt: de winst is voor de kapitalist, de kosten van de verspilling voor de rest van de bevolking, dwz in hoofdzaak voor de arbeidende klasse. Het kapitalisme dus te willen behouden en het tegelijkertijd willen dwingen tot minder verspilling, is dus onmogelijk.

Hetzelfde gaat op voor de eis van het LEK dat het energiegebruik milieuvriendelijk moet zijn. En wat betreft de laatste eis, die van het democratisch gehalte van de energiepolitiek: deze eis betekent dus dat het bestaande democratische parlementarisme méer democratisch gemaakt moet worden, in overeenstemming met de opvattingen van de meerderheid van de bevolking. Dit zou het dan ook onmogelijk maken kernenergie te exporteren naar niet-democratische regieën. Die meerderheid van de bevolking denkt de CPN met name te vinden onder die delen van de nationale burgerij die vooral voor de binnenlandse markt produceren. Ofwel, deze laatste eis gaat al net zoals de andere voorbij aan het maatschappelijke systeem waarin het LEK zich bevindt: het kapitalistische. Alsof onder het kapitalisme de "overheersende ideeën" niet juist de ideeën van de "overheersende klasse" zijn! Alsof die parlementaire democratie van het kapitalisme niet juist het ondemocratische karakter van het kapitalisme probeert te versluieren!

Kortom: de positie van het LEK en van al de partijen die daarin deelnemen, is in feite een illusie. Die positie strooit zand in de ogen, namelijk dat het mogelijk zou zijn het kapitalisme wezenlijk te hervormen, zonder genoodzaakt te zijn datzelfde kapitalisme he-

lemaal te vernietigen! Dit laatste, de enig effectieve strijd tegen de gevaren van de kernenergie dus, betekent de gewelddadige proletarische revolutie op wereldschaal. Dit is bepaald niet het doel van partijen als de PvdA, CPN of IKB! Wat deze willen is dus alleen in feite het bestaande systeem van kapitalistische uitbuiting met al zijn gevolgen in stand houden, door het aan te passen aan de sociale oppositiebewegingen. We moeten tegen de gevolgen van het kapitalisme vechten zonder illusies te hebben over het mogelijke voortbestaan van dat systeem. Daarbij is het dus nodig, niet alleen te breken met de genoemde partijen die in feite het systeem willen bewaren, maar ook met de illusies die in de bestaande antikernenergiebeweging heersen. De publieke opinie, zolang die niet tot gewapende kracht zal zijn geworden van de arbeidersklasse, zal nooit het kapitalisme diepgaand kunnen beïnvloeden, net zo min als de vreedzame blokkades, tentenkampen, demonstraties en dergelijke! Alleen de georganiseerde kracht van de arbeidersklasse is geroepen om, al strijdende tegen de gevolgen, onder leiding van de klassepartij die duidelijk de oorzaak ziet, het kapitalistische systeem te vernietigen.

ABORTUS

De vorige regering is er dus in geslaagd ook de Eerste Kamer haar nieuwe wet over de abortus te laten aannemen. Dit ondanks de feministische protesten, zoals met name de vrouwenstakingsdag van 30 maart. Zoals men kon verwachten, hebben hun protesten niet veel invloed gehad: het is niet via de vreedzame weg van de petitie en pacifistische demonstraties (die bijvoorbeeld zo'n pater Koopman ongehinderd zijn gebeden liet prevaleren toen ze stoet deze provokateur op het Leidseplein passeerde), en druk uitoefenen op de politieke partijen en op de vakbonden, noch door een sektarische houding in te nemen die de deelname van solidaire mannen uitsluit, dat de vrouwen de repressieve wetgeving inzake abortus zullen kunnen afschaffen.

Wat betreft de onderdrukking van de vrouwen, moeten we meteen een fundamentele onderscheiding maken: het zijn nooit de vrouwen van de burgerlijke klasse geweest die moeilijkheden hadden om zich te laten aborteren! Niet onder de vorige wet en ook niet onder de nieuwe. Overigens, die vorige abortuswet stelde abortus vierkant strafbaar; de nieuwe doet dat niet, maar, daarentegen stelt deze zoveel materiële beperkingen, dat juist de vrouwen van de arbeidersklasse evenzeer als voorheen onderdrukt worden. En, onder een eventuele nieuwe wet van de hand van de PvdA zal het niet veel beter zijn!

De pretentie van de feministen die slechts "de vrouwen" wil verenigen, dat wil zeggen zonder onderscheid te maken naar de maatschappelijke klasse, die verdeelt deze fundamentele verdeling, die in de huidige maatschappij van kracht is: de verdeling van de bevolking in twee klassen die elkaars dodelijke vijanden zijn: de bourgeoisie en het proletariaat. De proletarische vrouw is vóór alles proletariër, d.w.z. een lid van haar klasse, en daar-

naast nog bovendien een vrouw, een vrouwelijk lid. Zo is de burgerlijke vrouw vóór alles gebonden aan haar burgerlijke klasse, en niet aan haar "zusters" die zich in de arbeidersklasse bevinden. De huidige maatschappij onderdrukt "de vrouwen", maar zij, in de persoon van de heersende klasse der bourgeoisie, onderdrukt vooral het proletariaat. De heersende klasse organiseert de maatschappij met al haar instellingen en wetten op zo'n manier, dat het verloop van het kapitalisme niet onderbroken wordt, d.w.z. dat de winst blijft stromen in de richting van de klasse der bezitters. De proletarische vrouw kent, wanneer zij een baan heeft buiten het huis, het bekende lot van de dubbele uitbuiting: na het werk zijn het nog de huishoudelijke taken die maar al te vaak alleen op haar neerkomen. Bovendien ondergaat zij in haar werk vele diskriminaties: in strijd met de officiële regels worden vrouwen voor gelijk werk minder betaald dan de mannen. Daarnaast is er bijvoorbeeld de duidelijke ten achterstelling in haar carrièremogelijkheden: het zijn vooral de mannen die de chefs zijn en de hogere baantjes hebben, wat op zich nog meer de seksistische behandeling op het werk versterkt. Ook zijn het de vrouwen, naast de buitenlandse arbeiders en de jongeren, die het eerst de laan uitvliegen als de anarchistisch verloopende economie hen ineens niet meer nodig blijkt te hebben.

Is het mogelijk onder het huidige, kapitalistische systeem een oplossing te vinden voor al deze problemen die de vrouwen van de arbeidersklasse dagelijks ondervinden? Duidelijk niet. Het kapitalisme heeft een industrieel reserveleger nodig, dat het in dienst kan nemen als de economie goed gaat, en lat het kan ontslaan zodra de arbeidskrachten niet dat reserveleger niet meer rendabel zijn voor de kapitalist.

Hetzelfde geldt voor wat betreft de abortus. Het is niet de wil van "de vrouwen" in het algemeen die beslist over de voortplanting van de menselijke soort; het zijn sociaal-economische redenen die op dit gebied beslissend zijn. Daarom zal alleen een maatschappij zonder klassen, die de mensheid bevrijdt van de dwingelandij van het geld en van de wetmatigheden waaraan zij nu onderworpen is, de voortplanting bewust kunnen regelen, en die voortplanting in overeenstemming kunnen brengen met de groeiende mogelijkheden van zo'n maatschappij. Dat betekent de ontbinding van de gezinsekonomie en het samensmelten daarvan, met inbegrip van de zorg voor de kinderen en hun opvoeding in het geheel van de sociale activiteit.

Hoewel wij de democratische en individualistische ideologie bestrijden, die de feministische stromingen inspireert, vechten wij voor hetzelfde doel: de afschaffing van alle diskriminatie wat betreft de abortus. Dit doel bereiken zal niet slechts het lot van het proletariaat verlichten, maar vooral het nut hebben, het terrein van de klassenstrijd te ontdoen van die obstakels, die dat juist versperren. Zodoende zal duidelijker worden dat ook op dit gebied het kapitalisme onze voornaamste vijand is. Zodoende zal de klassenstrijd bevorderd worden, die de nieuwe maatschappij zal voortbrengen.

DE IRA, EN DE HOUDING VAN DE IKB EN DE GML

Met de dood van vier politieke gevangenen van de IRA, door elke bourgeoisie hardnekkig "terroristen" genoemd, is de ierse kwestie opnieuw in de aandacht van het grote publiek gekomen, en ook van politieke groepen die zich "revolutionair" noemen zoals de IKB (Rebel) en de GML.

De marxisten, te beginnen met Marx en Engels, hebben van oudsher veel belang gehecht aan de kwestie van de ierse natie. Een eeuw geleden was Ierland voor het toen almachtige engelse imperialisme niets meer dan een kolonie. Hoewel Ierland van nature een land was met veel landbouw en met een nationale industrie die zich begon te ontwikkelen, veranderde het protestante Engeland het in een land dat nergens anders meer goed voor was dan om vlees en arbeidskrachten te leveren voor de laagste prijs. Daarvoor vernietigden de engelsen stelselmatig de nationale industrie en verieven zij de bevolking van haar eigen land en stelden zij haar aan de hongerdood bloot. Dit proces, begeleid door de meest brute geweldsdaaden en door een hongersnood die meer dan een miljoen slachtoffers onder de ieren eiste, is voorlopig uitmondend in een verdeling van Ierland, in een katholiek zuid-Ierland en een overwegend protestant noordiers deel, waar de katholieke ieren in de minderheid zijn ten opzichte van de van oorsprong protestante engelse kolonisten, en in welk deel zich de voornaamste industrieën bevonden. De bourgeoisie van Ierland is aan deze opdeling van het nationale grondgebied medeplichtig. Ondanks de religieuze verschillen bestaat het voornaamste probleem niet daarin, ook al wakkeren deze verschillen de verdeling tussen de ierse en engelse leden van de internationale arbeidersklasse natuurlijk wel aan. De oplossing van het probleem, moedig begonnen door "het eerste rode leger van Europa" (dat de opstand van 1916 leidde), kan, net als de in het isolement verstikte poging van 1916, alleen maar komen van de strijd van het proletariaat tegen de bourgeoisie: het ierse en engelse proletariaat tegen hun gezamenlijke burgerij. Een oplossing die dus betekent: de proletarische revolutie, het instellen van de diktatuur van het proletariaat, kortom, een onderdeel van de proletarische wereldrevolutie. De ierse burgerij heeft haar historische taak - het stichten van een ongedeelde ierse staat - laten liggen, door het op een akkoordje te gooien met de imperialistische burgerij van Engeland: hun gezamenlijk belang is dan het gezamenlijk uitbuiten van de ierse arbeidersklasse.

In de aktualiteit van vandaag zijn het dus de militanten van de IRA die een hongerstaking zijn begonnen om de status van politieke gevangene te verkrijgen, om een minder onmenselijk gevangenisregime en meer in overeenstemming met de politieke status. Het laatste waartoe zij binnen de gevangenis in staat zijn, dat is het "geweld tegen hen zelf", om helaas vooral een beroep te doen op de publieke opinie. Het is niet door "druk" uit te oefenen op de regering Thatcher, of op de ne-

derlandse regering, of door "druk" uit te oefenen op de leiding van de vakbonden hier of in Engeland - vakbonden die zich "socialistisch" noemen, maar die de strijd van de ieren verstikken in het isolement ten voordele van de kapitalistische orde dwz de imperialisten - dat men iets bereikt. De gevangenen van de IRA kunnen slechts door het geweld bevrijd worden; door het geweld dat onvermijdelijk zal botsen met de politie en het leger. Door het geweld zoals de ierse proletariërs gebruikten tijdens de hongerstaking van december vorig jaar tegen hun eigen burgerij. Daarvoor is nodig vooral de werkelijke en internationale solidariteit van het proletariaat van de hele wereld met de ierse proletariërs, waarbij de engelse arbeidersklasse zou moeten beginnen. Die proletarische solidariteit met deze ierse slachtoffers van de burgerlijke - ierse en engelse - repressie is de plicht van elke proletariër!

Het protest tegen de situatie van de gevangene IRA-leden wordt in Nederland met name gevoerd door het H-blokkomitee. Helaas gaat dit protest vooral in de richting van het beïnvloeden van de openbare mening. De jeugdorganisatie van de IKB, en de GML hebben dit comité uitgenodigd een "voorlichtingsavond" over Ierland te houden. Ook in het verloop van die avonden namen deze organisaties geen enkele afstand van de opvattingen van het H-blokkomitee; dus: vooral de activiteit gericht op demonstraties, picket-lines, kontakten zoeken met de leiding van de vakbonden en van politieke partijen als de PvdA. Het geweld wordt uitdrukkelijk veroordeeld: het comité beweert juist dat de gewelddadige methode van de IRA niets heeft opgeleverd, en dat "dus" die methode wordt verlaten, ten gunste van onderhandelen.

De IKB schrijft in haar blad: "Een bevredigende (!) oplossing uit deze situatie van een onvermijdelijk toenemen van de burgeroorlog is pas mogelijk als de engelse troepen worden teruggetrokken." Men bemerkt hier weer die eeuwige zorg van de IKB om het geweld te vermijden, het gebruik daarvan te betreuren, de noodzaak daarvan te kleineren. Van de andere kant schijnt de IKB veel te zien in de "morele overwinningen" zoals de verkiezing van hongerstaker Bobby Sands in het britse parlement. De engelse troepen kunnen alleen met geweld verdreven worden!

Wat betreft speciaal voor de GML: ook zij verzette zich helemaal niet tegen de inleiding van het comité, waarin oa gezegd werd dat de IRA momenteel liever parlementair actief wil worden dan het gebruik van haar geweld voort te zetten. Ook sprak men zich weliswaar uit voor hereniging van de twee delen van Ierland, maar er werd niet aangegeven op welke manier dat mogelijk zou zijn. Ofwel: het zal overgelaten worden aan het parlementaire spel, aan de burgerlijke krachten. De GML was akkoord met de visie dat het geweld juist de protestantse -bevoorrechte!- noord-ierse proletariërs vervreemd had van de strijd van de IRA.

De kleinburgerlijke visie van de IRA wordt dus onderschreven door IKB en GML; een visie die niet duidelijk de diepe oorzaken ziet, en dus ook niet de enig-reeële oplossingen.